

**ALAIN FAUJAS**

**D**epuis 2014, le prix de l'or noir a été divisé par quatre, et l'économie algérienne, droguée aux hydrocarbures (95 % de ses exportations et 40 % de ses recettes budgétaires), s'en est trouvée paralysée. Pour tenter de maintenir un niveau de vie satisfaisant pour une population qui compte seulement 1,5 % de personnes vivant dans l'extrême pauvreté (1,25 dollar par jour) et éviter de possibles émeutes, le pouvoir a puisé dans ses fonds dans l'attente d'une reprise des cours pétroliers qui ne s'est jamais concrétisée. Les 32 milliards de dollars du Fonds de régulation des recettes réunis en 2015 ont fondu comme neige au soleil. Les réserves en devises sont tombées à 86 milliards de dollars.

Quoique douloureux, l'état du patient algérien n'est pas dramatique. Son économie montre une résilience certaine, avec un taux de croissance de + 3,4 % en 2018 et une prévision à la baisse avec + 2,9 % en 2019, selon le FMI. Les cours du pétrole ont rebondi, ce qui a permis de compenser le recul de la production ainsi que la hausse de la consommation domestique de carburants dans le pays. Le déficit budgétaire a été contenu. La dette extérieure est quasi inexistante. L'Algérie ne subit aucun embargo, au contraire du Venezuela ou de l'Iran.

### Coûteuses perfusions

Le problème réside dans le fait que les « médecins » de l'économie algérienne ne savent pratiquer que des perfusions. La première s'appelle la planche à billets. Refusant de recourir à l'emprunt international, le pouvoir a demandé à la Banque centrale de boucher les trous budgétaires, obligeant celle-ci à débloquer, entre fin 2017 et janvier 2019, 55,2 milliards de dollars. Si elle était poursuivie, une telle thérapeutique déclencherait une forte inflation et une nouvelle dégringolade de la monnaie nationale. Autre perfusion aussi douteuse que coûteuse : le maintien des 11 milliards de dollars de subventions aux produits de première nécessité et l'adoption d'un budget 2019 – à visée électorale – prévoyant notamment la reprise du recrutement dans une fonction publique déjà pléthorique, la construction de 180 000 logements et l'amnistie des jeunes qui ne remboursent pas leurs prêts.

Ces « médecins » semblent atteints de schizophrénie. Ils alternent entre ouverture et fermeture, dépenses et économies, générosité et austérité. Leurs mesures de relance stimulent une consommation qui ne peut être satisfaite par un secteur privé local anémique et qui se tourne donc vers les importations, aggravant le déficit chronique de la balance commerciale. Ils s'en

effraient et interdisent l'importation d'un millier de produits. Face au concert de protestations – notamment de la nomenklatura – et à la montée de la fraude, ils annulent leurs interdictions mais surtaxent ces importations de 30 % à 200 %.

Particuliers et entreprises ne savent à quel saint se vouer. Ces mêmes « médecins » chantent les louanges de l'entreprise privée, et Ali Haddad, le président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), ne cesse d'exprimer sa gratitude pour ce que le gouvernement fait pour ses mandants. La réalité est tout autre : les banques ne prêtent pas aux entreprises ; les administrations bloquent leurs projets – notamment ceux d'Issad Rebrab, le patron de Cevital – sauf pour des proches du pouvoir ; les autorisations de construire ou d'importer sont délivrées au compte-gouttes et à la tête du client.

### Le spectre du Venezuela

Car le pouvoir algérien n'aime pas le privé, pourtant seul capable de créer des emplois. Contrairement à ce qu'il prétend, il n'arrive pas à limiter aux secteurs stratégiques la règle du 51/49, qui contraint l'investisseur étranger à demeurer minoritaire dans sa filiale algérienne et qui paralyse bien des projets. Il aimerait que les entreprises algériennes explorent les marchés d'Afrique subsaharienne, à l'instar des marocaines, mais il leur interdit de sortir les capitaux nécessaires à cette conquête. À la fois puissante et impotente, car bâtie sur un modèle de type Europe de l'Est des années 1980, l'économie algérienne n'offre aucune perspective aux 45 % d'Algériens âgés de moins de 25 ans.

Certains prédisent au pays le même sort que celui du Venezuela, autre grand « intoxiqué » au pétrole. « L'Algérie n'en est pas là, juge Thierry Apoteker, président du cabinet d'analyse TAC Economics. Son économie continue à croître, même médiocrement, alors que le Venezuela est en récession depuis trois ans. Elle dispose d'importantes réserves de dollars. La remontée du baril soulage également ses comptes. Mais si le pays ne se réforme pas, s'il ne crée pas un secteur formel non étatique, s'il ne pratique pas un taux de change réaliste, s'il continue de connaître le même niveau de corruption et la même gouvernance d'une économie de rente au profit d'une caste, il risque de se retrouver dans cinq ou dix ans dans un état insurrectionnel comme celui que connaît le Venezuela. » L'exploitation possible du pétrole et du gaz de schiste peut bien retarder l'échéance, mais pas l'issue finale. ■

**D'UN CÔTÉ, ON CHANTE LES LOUANGES DE L'INITIATIVE PRIVÉE, DE L'AUTRE, ON MAINTIENT LES LOURDEURS ET TRACASSERIES ADMINISTRATIVES QUI LA PARALYSENT.**